

octobre 2007

n° 87

CONTRATOM

Le mois dernier à Berne

Un rassemblement
pour réveiller le
mouvement
antinucléaire

CONTRATOM

A vos plumes

Chers contrAtomistes, savez-vous que le courrier des lecteurs est l'une des rubriques les plus lues dans nos journaux? Voilà pourquoi Anne-Cécile, notre présidente chérie, nous suggérerait il y a plus d'un an maintenant, d'envoyer aux journaux les plus lus vos lettres et coups de gueule bien antinucléaires, afin que le grand public sache que nous sommes toujours nombreux à refuser cette technologie-galère. Afin également que les médias ne diffusent pas exclusivement la désinformation suave et les amalgames des lobbies pro-nucléaires.

Vous avez raté les dernières manifs de ContrAtom ? Alors la prochaine fois que vous sentez monter une bouffée de colère contre ceux qui veulent nous manipuler et nous atomiser, réaffirmez vos convictions en faisant courir votre plume sur le papier ou sautiller vos doigts sur votre clavier, cela en vaut la peine!

Nous reproduisons ci-joint une lettre d'une contrAtomiste et d'autres suivront.

Si votre lettre de lecteur antinucléaire a déjà été publiée, envoyez-nous une copie pour qu'elle figure également dans ces colonnes. Cela encouragera certainement d'autres membres.

Philippe Lemoine

NUCLEAIRE PAS DE DANGER ??? Après Tchernobyl voici Kashiwasaki...

Pas de danger, tout est toujours prévu techniquement pour que les centrales résistent aux accidents. Suite à la malheureuse catastrophe du 17 juillet dernier, la grosse centrale nucléaire de Kashiwasaki qui était prévue pour résister aux tremblements de terre de l'île, n'a pas résisté au séisme de 6,8. La fumée noire qui s'en est échappée a alerté nos nations, et, ce n'est que 2 jours plus tard que les responsables avec toutes leurs excuses décident enfin d'arrêter la centrale, vu le danger reconnu de tous.... Nous apprenons par les médias que les fuites nucléaires de la centrale ont été cachées à plusieurs reprises depuis les années 80! Faut il le dire et le redire, les déchets, les fuites nucléaires sont des dangers pour l'humanité et notre planète. Une fois de plus, citoyennes et citoyens ne laissons plus nos autorités construire de nouvelles centrales nucléaires, les énergies renouvelables sont meilleur marché et bonnes pour notre planète et nos enfants et petits enfants.

Corinne Goehner-da Cruz

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 740 46 12

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1300 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
- Abonnement au journal uniquement 30.- F
- Soutien: 60.- F
- ou plus....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0

sommaire n° 87

A vos plumes Ph. Lemoine.....	2
Edito Anne-Cécile.....	3
Suisse	
Rassemblement antinucléaire	
Anne-Cécile.....	4
Sortir du nucléaire, façon Leuenberger	
Pierre Vanek.....	5, 6 et 7
Naissance d'une allianc Anne-Cécile ..	7
Japon	
Séisme et réacteur nucléaire	
Michel Bernard du jrnl/silence	8
Oms/Aiea	
Témoignage vigie	
M et J Grousselas.....	9
Lettre à, et réponse de P. Couchepin	
ContrAtom.....	10
Cern	
Contrôle radiologique / G. Nibbio	11
Déchets, solutions?	
Ph. Progin	12
Renouvelables	
Eoliennes, une croissance hallucinante!	
Ph. Gobet.....	13
Associaton	
ContrAtom.....	14, 15 et 16



Chères, Chers ContrAtomistes!

Nous étions plus de 2000 sur la Place fédérale à Berne le 8 septembre dernier pour clamer notre ferme opposition à tout projet de construction de nouvelles centrales atomiques!

Cette belle mobilisation est un pas encourageant vers l'indispensable reconstruction du mouvement anti-nucléaire qui va devoir s'opérer pour résister à l'offensive des nucléocrates qui occupent actuellement le devant de la scène.

La situation est périlleuse: le parlement fédéral a voté la «libéralisation» du marché de l'électricité avec toutes les funestes conséquences qui vont en découler et le Conseil fédéral vise à remplacer les centrales atomiques existantes par de nouvelles installations nucléaires tout en prétendant de surcroît nous imposer une pseudo solution au problème des déchets radioactifs!

Comment ce peut-il que nos autorités osent continuer à nous présenter le nucléaire comme étant une énergie sûre, propre et bon marché alors que tout démontre le contraire?

La cahotique histoire de la terrifiante aventure nucléaire le prouve: la liste des avatars engendrés par cette technologie mortelle ne cesse de s'allonger! Les derniers en date, souvenez-vous, la centrale suédoise de Forsmark qualifiée pourtant par l'Agence Internationale de l'énergie atomique (l'AIEA) comme étant la plus sûre au monde, cette installation tellement sûre donc, frise la catastrophe en juillet 2006, victime d'un simple court-circuit! Puis, tout dernièrement, au Japon cette fois-ci, c'est la centrale la plus puissante au monde, celle de Kashiwazaki, près de Tokyo, qui est mise hors service par un puissant tremblement de terre: incendie, fuite d'eau radioactive, rejet de matière radioactive dans l'atmosphère et j'en passe!

Pour ce qui est de la Suisse, que penser de la sûreté de notre cinq vieilles casseroles nucléaires en fin de course?

Prévues pour durer 30 ans, elles ont presque toutes atteint l'âge de la retraite mais on prévoit d'ores et déjà de prolonger leur durée d'exploitation à perpétuelle! Quand on sait que la centrale de Mühleberg présente deux mètres de fissures sur la jupe du cœur, on ne peut qu'être inquiet!

Le nucléaire, une énergie propre? Il faut vraiment faire preuve d'une ignorance crasse pour oser une telle affirmation: de l'extraction de l'uranium, l'enrichissement du minerai, le transport des matières radioactives etc..., toutes ces opérations jalonnant la filière nucléaire ne sont bien évidemment pas neutres pour l'environnement et que dire de l'ultime pollution que représente la production des déchets radioactifs découlant de l'exploitation des centrales? **Quant à l'idée répandue que le nucléaire serait une énergie bon marché, elle ne tient absolument pas la route!** Si l'on ajoute aux dépenses déjà exorbitantes engendrées par la construction d'une centrale nucléaire, le coût de son démantèlement et celui de la gestion des déchets radioactifs, on arrive à des sommes dépassant l'entendement! **Quant à la soi-disant indépendance énergétique que procurerait à la Suisse le choix du nucléaire, quelle bonne blague!** De l'uranium, on en trouve bien évidemment à la pelle dans le sous-sol suisse, pas vrai? Que de mauvaise foi!

Il est clair que les nucléocrates propagent des idées fausses qui malheureusement ont pignon sur rue! A nous de leur tordre le cou!

La résistance s'organise: le 28 août dernier, plus de 20 associations, organisations et partis politiques ont fondé, sous l'impulsion de Greenpeace, une vaste alliance pour se préparer activement à résister aux projets de construction de nouvelles centrales nucléaires et pour faire connaître au public les problèmes, les risques et les déficits sécuritaires liés à l'énergie nucléaire. ContrAtom est de la partie et s'en réjouit!

En unissant nos forces, nous finirons par remporter la partie! **Chères, chers ContrAtomistes, merci d'être avec nous!**

Vive la résistance au nucléaire, vive la vie!

UN RASSEMBLEMENT POUR RÉVEILLER LE MOUVEMENT ANTINUCLÉAIRE

Ambiance du tonnerre, sur le coup de midi à la gare de Cornavin à Genève, en ce samedi 8 septembre! Une brouette de déchets radioactifs trône sous la grande horloge entourée de dizaines de manifestants antinucléaires en partance pour Berne rejoindre le rassemblement convoqué ce jour-là sur la Place Fédérale.

Grâce à la générosité du «Réseau Romand Sortir du Nucléaire» les participants à la mobilisation ont pu voyager en ne déboursant que 10 francs, ce qui a permis à de nombreux jeunes d'être du convoi. A chaque arrêt de train jalonnant le parcours Genève, Berne, le contingent de la représentation romande s'en va grossissant, si bien qu'au sortir de la gare de Berne notre arrivée ne passe pas inaperçue!

Brouette panneaux jaunes, banderoles, et le refrain «le nucléaire c'est la galère» chanté à pleins poumons... grandiose!

Heureusement que nous avons pu faire ce petit parcours de la gare à la Place Fédérale, car l'option choisie du rassemblement et non d'une manif avec déplacement enlevait certes du piment à la démonstration!

Par chance, les musiciens d'un charmant orchestre champêtre, venus de Bure, dans l'est de la France (où l'on projette de construire un dépôt de déchets radioactifs) se sont chargés tout au long de l'après-midi de mettre une bonne ambiance avec des chansons humoristiques qui s'intercalaient fort à propos entre chaque prise de parole.

Sur la Place, pas moins de 2000 personnes venues manifester leur opposition aux projets de construction de nouvelles centrales nucléaires. Bonne participation si l'on tient compte du fait que les mois d'été précédant la manif n'était pas la meilleure période pour poser les jalons d'une mobilisation et que, de plus, aucune échéance précise ne venait se profiler pour doper l'engagement des militants!

Et pourtant... il y a de quoi se faire du souci : voilà belle lurette que le lobby nucléaire puissant, bien organisé et disposant d'énormes moyens financiers tient le devant de la scène et fait circuler à grand coup de pub des arguments trompeurs qui bernent sans vergogne l'opinion publique. Certes, 2000 manifestants, c'est un bon début mais il va falloir grossir les rangs si l'on veut être en mesure de résister à la déferlante pro nucléaire qui risque bien d'imposer ses vues!

A Zurich, dernièrement les travailleurs du bâtiment étaient 17'000 pour faire valoir leurs droits. Pourquoi les antinucléaires n'en feraient-ils pas autant le moment venu?

Quand la pression venue d'en bas est suffisamment forte, ceux d'en haut finissent toujours par céder, l'histoire l'a prouvé! Faisons donc monter la pression!

Le pouvoir est aussi dans la rue, alors, quand il faut y aller, allons-y!

Anne-Cécile.





SORTIR DU NUCLÉAIRE PAR LA VOIE LEUENBERGER? C'EST MAL PARTI...

Lundi 3 septembre, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger a rendu publique une liste de mesures concernant l'«efficacité énergétique» et la promotion des énergies renouvelables. Nombre des mesures préconisées, mises en consultation à la veille des élections et non pas décidées, comme l'ont laissé entendre certains médias, sont sans aucun doute positives et méritent d'être soutenues. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Mais il y a un réel problème au niveau du cadre posé, des objectifs et des moyens de ce «plan»

En effet, le communiqué du département de Moritz Leuenberger précise bien que le cadre c'est celui

de la décision du Conseil fédéral de prétendue «réorientation» de la politique énergétique suisse, prise en février 2007, qui confirme que le gouvernement «continue à miser sur l'énergie nucléaire» et qu'il «estime nécessaire de remplacer les centrales nucléaires existantes ou d'en construire des nouvelles».

Vers des centrales «de remplacement»

A la question posée au TJ de savoir si ses mesures permettraient de faire l'économie de nouvelles centrales nucléaires, Leuenberger a répondu froidement qu'il fallait «être réaliste» et que ses mesures permettraient, au mieux, d'«éviter d'avoir une centrale nucléaire de plus».

Ainsi, ce plan ne se présente malheureusement pas comme permettant d'éviter le «remplace-

ment» des cinq centrales atomiques helvétiques existantes. Sans parler de l'augmentation de puissance qu'on ne manquera pas de tenter de nous enfilier au passage.

Pas de réduction de la consommation électrique

Face au spectre agité de la «pénurie» fondée sur le postulat de référence d'une croissance massive de la consommation énergétique et notamment électrique, le scénario de Leuenberger parle, certes, d'efficacité énergétique accrue, mais n'envisage pas de réduire, en termes absolus, la consommation électrique. Il vise simplement à la «stabiliser» si possible à son niveau actuel.

Quant aux sources renouvelables d'électricité, ce scénario n'a pas pour objectif de les substituer au nucléaire existant, mais de les substituer aux «nouvelles centrales nucléaires» supplémentaires, considérées à défaut comme inévitables. De plus, on ne se fixe pas un but, en définissant les mesures pour l'atteindre, mais on évoque des mesures en disant qui si elles sont prises, et si ça marche, on atteindra, éventuellement, cet objectif.

La LME-bis contre la volonté populaire sape la planification énergétique

Il est vrai qu'avec la libéralisation-privatisation électrique, imposée par Leuenberger contre la volonté populaire exprimée en 2002, c'est le «marché» ou plutôt les grandes entreprises du secteur qui commanderont et toute idée de planification démocratique à long terme en la matière, avec fixation d'objectifs volontaristes, décidés démocratiquement, est taboue.

Pas de révolution à Berne donc, encore moins de changement de cap radical proposé. Citons à ce sujet le communiqué du Département de l'Environnement, des Transports, de l'Energie et des Communications (DETEC): «*Fondées sur les bases légales existantes, ces mesures devront consolider la politique énergétique menée jusqu'à présent. [...] Elles devront être compatibles avec les intérêts de l'économie, ne pas avoir d'incidence sur les budgets publics, être en accord avec les évolutions internationales et coordonnées avec les cantons et les milieux économiques.*» Pas très exaltant, on «consolide» l'existant, on ne touche pas aux «bases légales» actuelles, ni aux budgets... et on répète, deux fois plutôt qu'une, qu'il faudra l'aval des «milieux économiques», soit - en clair - la bénédiction des milieux patronaux.

Compétitivité ou environnement?

Sur ce point c'est mal parti, *économiesuisse* a participé à un groupe de travail du DETEC chargé d'élaborer ces nouvelles stratégies. Or, comble d'ingratitude, ce lobby patronal fustige les mesures annoncées en affirmant qu'elles auraient pour conséquence: «*une hausse massive des coûts pour l'économie* » et une «*diminution de la compétitivité internationale.*»

Pour ce lobby, il est donc apparemment d'une urgence absolue... de ne rien faire! L'objectif de stabiliser la consommation électrique serait déjà révolutionnaire, l'objectif de diminuer de 1,5% par an la consumma-



tion des énergies fossiles est de la folie furieuse... Du côté de l'UDC, pour ne pas être en reste, on déclare solennellement par la bouche du Conseiller national argovien évidemment pronucléaire Ulrich Giezendanner que: «*L'économie s'opposera par tous les moyens aux mesures proposées.*»

Mobilisons-nous contre la fatalité électronucléaire.

Et pourtant, ce qui est annoncé est modeste, globalement d'ici 2020 on évoque l'idée de faire passer les renouvelables de 16,2% aujourd'hui de l'énergie consommée en Suisse à 24%. Ainsi dans treize ans, si tout va bien, on aurait encore une consommation énergétique dépendant pour plus des trois-quarts de sources d'énergie non renouvelables et pas de sortie du nucléaire en vue.

On pourrait en rester à ce constat désabusé, mais évidemment tout ceci n'est pas inéluctable. La manifestation nationale antinucléaire du 8 septembre, avec toutes ses limites, est un début de la remobilisation

nécessaire des antinucléaires. Deux axes de lutte s'imposent:

- se battre pied à pied pour l'arrêt des réacteurs existants sans aucune nouvelle centrale nucléaire de «remplacement» et se préparer non seulement à une bataille parlementaire et au référendum le moment venu contre celle-ci, mais à des actions de



résistance citoyenne sur le terrain.

- défendre par tous les moyens une réelle «planification énergétique» avec décroissance de la consommation électrique et les mesures et les moyens qu'elle comporte.

Dans ce sens, pour Genève, un test sera le vote le 16 décembre, en faveur de l'initiative populaire «Energie-Eau: Notre affaire!...» que nous avons à CONTRATOM contribué à faire aboutir et qui réaffirme – contre la privatisation-libéralisation électrique qui rouvre 56% du marché genevois à l'électricité atomique – le rôle central des SIG dans le sens de l'article antinucléaire de la constitution genevoise.



photos et article *Pierre VANEK*

NAISSANCE D'UNE NOUVELLE ALLIANCE

Les milieux antinucléaires suisses se sont réunis le 28 août 2007 à Berne pour fonder une association baptisée «Alliance Non au nucléaire».

Une vingtaine d'associations font partie du collectif dont Greenpeace, le WWF-Suisse, Sortir du Nucléaire, Pro Natura, KLAR, la Fondation Suisse de l'énergie, les Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire etc... et, cela va de soit, ContrAtom!

Vous trouverez la liste complète des associations composant l'Alliance sur le site:

www.greenpeace.ch/nonaunucleaire

Lors de la séance inaugurale, les membres de l'association ont signé une charte engageant à poursuivre un objectif commun: empêcher la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse et mettre un terme à la production d'énergie nucléaire.

L'Alliance veut en outre informer et sensibiliser la population sur les problèmes et les risques engendrés par la technologie nucléaire et dénoncer les fausses idées véhiculées par les partisans de l'atome.

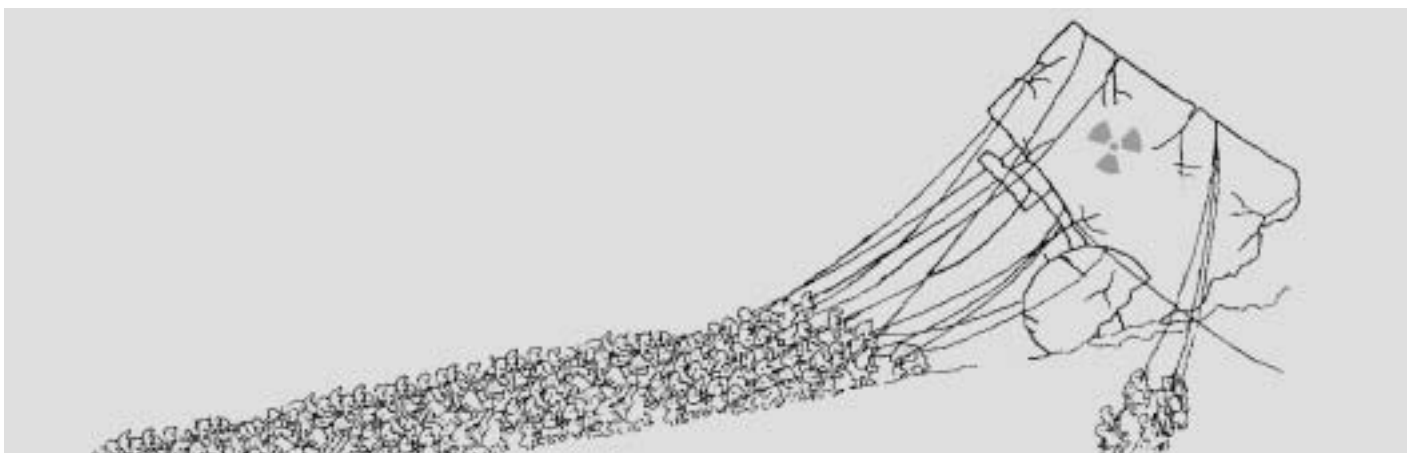
La résistance au nucléaire doit revenir sur le devant de la scène.

Le lobby nucléaire doit être mis sur la sellette («discrédité» selon le texte original!)

ContrAtom ne peut qu'approuver ces prises de positions et signer la charte des deux mains!

Longue vie à la nouvelle alliance!

Anne-Cécile





Après le séisme du 16 juillet, la plus grosse centrale nucléaire du monde a été fermée en urgence. Au moins 400 millions de becquerels se sont échappés d'un des réacteurs endommagés.

La centrale nucléaire de Kashiwazaki Kariwa est la plus importante du monde (7 réacteurs totalisant 8212 MW). Elle alimente la capitale japonaise, Tokyo. Le 16 juillet, un tremblement de terre d'une intensité de 6,8 a eu lieu dont l'épicentre se trouvait à seulement neuf kilomètres de cette centrale, provoquant l'effondrement d'un millier de bâtiments, tuant onze personnes, en blessant plus d'un millier. La centrale nucléaire n'a pas résisté au séisme: un important incendie s'y est déclaré au niveau des transformateurs, des fuites d'eau radioactive se sont écoulées en mer à la suite de la rupture de canalisations, des fûts de déchets radioactifs stockés sur le site se sont ouverts, les sept piscines de stockage ont débordé, des sols et des murs se sont fissurés... Au total, 67 incidents simultanés ont été relevés dont 15 dans les parties nucléaires. Une ligne haute tension interne s'est effondrée. Sept personnes ont été blessées au sein de l'enceinte de la centrale. Quatre réacteurs sur sept seulement étant en fonctionnement, tous arrêtés en urgence. L'incendie a été provoqué par un affaissement du sol de cinquante centimètres sous le réacteur n°3. A certains endroits, l'affaissement atteint 1,60 m.

Mensonges radioactifs

Le 16 juillet, Tepco, la compagnie d'électricité a reconnu des rejets radioactifs liquides d'environ 60 000 becquerels, puis le lendemain de l'accident le chiffre est monté à 90 000 becquerels... Ensuite, le sujet a disparu de la presse internationale. Pourtant au Japon, les révélations se sont poursuivies jour après jour. Une piscine a laissé déborder 1200 litres d'eau très radioactive. Des conduites se sont brisées, des cheminées se sont déboîtées rendant inopérants les filtres à poussières radioactives. Celle du réacteur numéro 7 est restée ainsi ouverte pendant trois jours libérant un nuage radioactif estimé à 400 millions de becquerels (1)! Le nuage radioactif contenait notamment de l'iode 131, de l'iode 133, du cobalt 60 et du chrome 51. Le site internet de Tepco censé alerter les populations est bizarrement tombé en panne à ce moment là. Le 25 juillet, Tepco a annoncé que le réacteur n°1 a été noyé par une nappe d'eau de deux millions de litres. L'exploitant a justifié ces erreurs d'estimation en annonçant qu'il avait préféré protéger son personnel plutôt que de faire des mesures en zone radioac-

tive! C'est la même firme qui, en 2002, a été condamnée pour avoir menti au moins 29 fois dans des rapports remis aux autorités. Suite à ce procès qui s'est achevé en 2007, plus de 200 nouvelles falsifications ont été mises au jour.

La centrale fermée

La mairie a décidé le 18 juillet de suspendre pour au moins un an l'autorisation de fonctionnement de la centrale qui assurait à elle seule 6 % de l'électricité du Japon. Le gouvernement japonais a accepté la décision du maire dès le lendemain et a également accepté la tenue d'une inspection de l'AIEA, agence de l'ONU. Les inspecteurs japonais qui se sont rendus sur place ont estimé que c'était une «chance» qu'il n'y ait pas eu plus de conséquences nucléaires. Toutefois les inspections n'ont été que partielles: certaines parties des réacteurs sont inaccessibles... pour de longs mois.

La presse a rappelé que les normes pour les centrales nucléaires japonaises n'obligent pas les constructeurs à les faire résister à un séisme supérieur à 6,5 (il s'agit d'une échelle logarithmique: 6,8 correspond à une intensité de séisme trois fois supérieur à 6,5).

En France, le Réseau Sortir du nucléaire a publié pendant l'été toute une série de documents confidentiels provenant des ministères et d'EDF montrant que cette dernière rechigne à investir les sommes nécessaires pour remettre aux normes antisismiques les réacteurs français. En 2003, l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, avait mis en avant notamment des insuffisances dans les centrales de Bugey et de Fessenheim, les plus anciennes... La mise aux normes se chiffrait en milliards d'euros. Depuis, EDF n'a rien fait. Le ministère a également demandé la fermeture d'installations à Cadarache, le site de recherche nucléaire étant situé sur une faille sismique... or c'est sur ce site que la France veut construire Iter, le réacteur expérimental de fusion nucléaire, un dossier où la France l'a emporté sur son concurrent japonais!

(1) Rien de comparable toutefois — pour le moment — avec un accident de type Tchernobyl où les rejets ont été estimés à au moins 70 000 Pbequerels (millions de milliards de becquerels)!

Michel Bernard

(du Journal «Silence», diffusé en Suisse par *contraom*)

Note de la rédaction

Et qu'en est-il en Suisse ?

Pour prendre l'exemple de la centrale de Mühleberg, les normes de sécurité et de surveillance appliquées pour et par cette installation ont déjà fait couler beaucoup d'encre. En 2002, le rapport annuel de l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique) épinglait les exploitants de Mühleberg! Quant au réseau romand « Sortir du nucléaire», il est catégorique : « La centrale ne résisterait pas à une secousse sismique, le personnel est mal formé et la priorité donnée à la maîtrise des coûts d'exploitation se fait au détriment des travaux pour augmenter la sécurité ».

(réd)

TÉMOIGNAGE VIGIES

Jeudi 13 septembre 2007!

Pour la seconde fois, Jocelyne et moi assurons la vigie (1ère fois les 12 et 13 juillet 2007)

Dès 8 h, nous sommes sur place et Paul nous passe l'essentiel des consignes. Je trouve l'idée de la pancarte ; 500 000 enfants irradiés etc, excellente. Elle est en français et très lisible.

Dès 8 h 8 h 15, c'est la ronde infernale des «grosses cylindrées et CD» (Corps Diplomatique) dont les occupants se donnent une importance quasi méprisante. La plupart sont indifférents à notre présence. Pourtant, je remarque davantage de signes amicaux qu'en juillet. Est-ce parce qu'ils ont remarqué le changement de vigies? Un monsieur vient à notre rencontre et marque sa solidarité dans l'action. Il demande à signer la pétition s'il y en a une (pétition que je ne trouve pas et j'avais oublié qu'elle est disponible dans le dossier de presse). Le monsieur prend un dossier en français. La matinée passe très vite. Une dame arrête sa voiture sur le trottoir, contre la haie qui longe l'OMS. Elle nous indique qu'elle était intriguée par cette vigie permanente et souhaite en savoir plus. Elle nous informe qu'elle est aux Nations-Unies et bien que très attentif, je n'ai pas bien saisi sa fonction. Elle ignorait cet accord OMS / AIEA et je décèle chez la dame une grande contrariété. Elle promet de lire sérieusement et de voir ensuite le dossier en français que je lui remets. Je ne suis pas sûr, mais il me semble qu'elle portait

sur son gilet un médaillon à l'emblème de l'UNICEF. La dame nous quitte en disant: «c'est peu ce que vous faites, mais ça marque les esprits. Ce contact me semble important et malgré sa discrétion, elle nous a fait comprendre qu'elle pouvait intervenir efficacement. Est-ce une parole en l'air? Peut-être pas. Après tout, ne sommes-nous pas stratégiquement placés au coeur des organisations internationales! Nous aurons droit à un pouce levé de la part d'une accompagnatrice dans un car de touristes. Un taxi s'arrête pratiquement à notre hauteur pour lire nos pancartes. Il repasse quelques minutes plus tard, pouce levé. Le soleil est de la partie et nous aide bien à supporter cette ronde de véhicules rutilants, pollués. Quelle contradiction avec l'OMS qui prône la santé pour tous, alors qu'une grande partie du personnel de cette organisation pollue allègrement à coups de 4 x 4 et de grosses berlines. Deux jeunes femmes à pied et venant de l'OMS s'informent de notre action. C'est pas très simple car elles sont écossaises et l'une d'elle s'exprime difficilement en français (moi encore plus mal en anglais!). Nous parvenons cependant à nous comprendre et elles repartent avec chacune un dossier de presse en anglais. Elles nous ont confirmé qu'elles travaillent à l'OMS. Je crois que notre action est positive en ce sens que les gens de l'OMS s'informent et c'est déjà beaucoup. Après tout, ne sommes-nous pas là pour ça! Informer ces personnes qui demandent finalement de l'information sur leur employeur. Un monsieur arrive à pied depuis l'OMS. Il se présente comme étant le directeur du département médicaments à l'OMS. Il insiste beaucoup sur le sens exact de notre action, de notre «démarche», précise-t-il. Il ajoute que ça l'intéresse vraiment. Il nous quitte avec un dossier en anglais sous le bras. Ah oui, il a

demandé si beaucoup de personnes de l'OMS venaient s'informer. Sur ce je reste évasif, on ne sait jamais. Il a demandé aussi si Madame Chan, la présidente générale de l'OMS était informée! Ce à quoi je lui réponds avec un rien d'ironie que si ce n'est pas le cas, il peut informer lui-même Madame Chan. Nous sommes pris en photo par le passager d'une voiture, qui n'hésite pas à freiner le flot de la circulation. Sa façon de nous photographier rappelle un peu les visiteurs d'un zoo, sauf que là, c'est nous qui sommes dehors! La visite d'une dame du voisinage avec son chien coupe un peu la monotonie de l'après midi, ainsi que quelques signes amicaux. De 16 à 17 h, le balais des véhicules commence, assez fluide, puis s'intensifie à 17 h. Ils arrivent face à nous. Nous remarquons ceci: Les conducteurs fuient notre regard! Notre présence les embarrasserait-ils? A moins que ce soit la réalité de ce que nous dénonçons depuis près de cinq mois qui les met mal à l'aise. Cette réalité cachée par les plus hautes instances internationales. Tous ces gens de l'OMS, bien installés dans le confort de leur statut social prennent-ils la mesure de l'ampleur de cette catastrophe humanitaire que fut, et qui est toujours et pour longtemps, une plaie douloureuse du genre humain. Depuis cinq mois, nous leur jetons à la face quelque chose qui leur fait peur! Et qu'ils réfutent parfois, mettant en cause l'énormité de Tchernobyl et les chiffres des victimes. Le personnel de l'OMS peut-il se regarder dans sa glace le matin, après nos cinq mois de présence à leur rappeler la souffrance de ces millions d'enfants de Tchernobyl, des centaines de milliers de liquidateurs sacrifiés.

L'espèce humaine est-elle insensible à ce point?

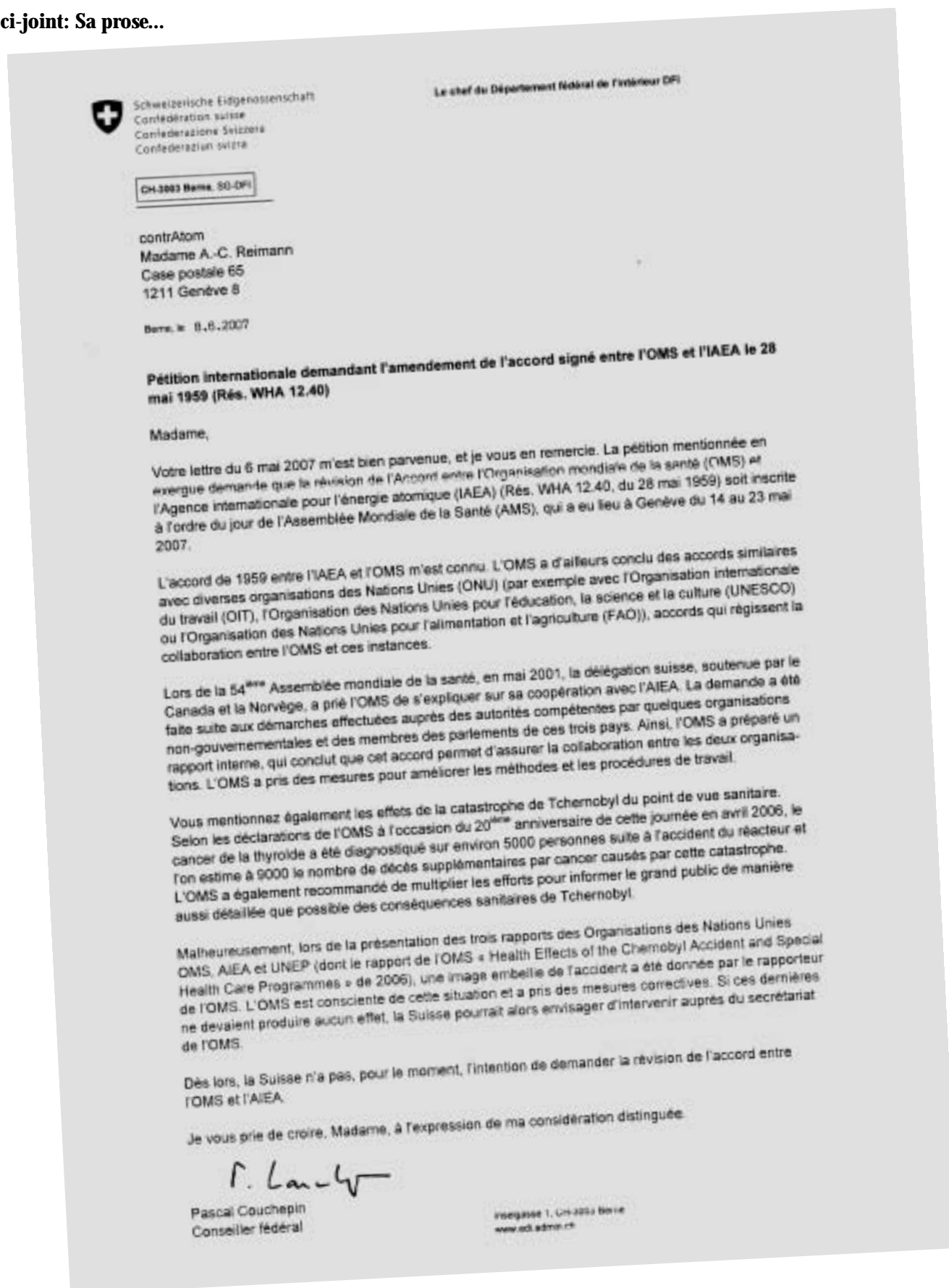
Présence permanente devant l'OMS pour dénoncer l'accord OMS/AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

Tous les jours ouvrables, depuis le 26 avril dernier, quelques personnes sont présentes silencieusement au carrefour de la rue des Morillons, à Genève près de l'entrée de l'OMS. Nous reproduisons ci-contre une page du journal de bord tenu par **Marcellin et Jocelyne Grousselas** qui ont assuré la permanence récemment.



En date du 6 mai 2007, **ContrAtom** envoyait à P. Couchepin, ministre suisse de la santé, les 400 premières - signatures que nous avons reçues appuyant la pétition internationale pour l'amendement de l'accord OMS/AIEA. Et surprise... P. Couchepin nous répond!

ci-joint: Sa prose...



N.B. Pour l'heure, nous comptons près de 800 signatures pour ContrAtom et plus de 5000 sur le plan international.

CONTROLE RADIOLOGIQUE AU CERN

Résumé des chapitres précédents parus en page 11 du N° 80 du journal de CONTRATOM.

La pétition déposée en 1997 a été approuvée en 2000 par le Grand conseil. Elle invitait les autorités genevoises à intervenir pour que soit réalisée, dans les plus brefs délais, une étude indépendante confiée à un organisme reconnu, afin d'établir un état des lieux complet concernant la radioactivité au CERN et son incidence éventuelle sur les travailleurs, la population et l'environnement de la région.

En avril 2004 le Conseil d'Etat transmettait enfin au Grand Conseil son rapport dans lequel il refusait d'appliquer les mesures de contrôle préconisées par ContrAtom, en invoquant qu'un contrôle très strict était effectué tant par le Cern que par la Confédération. Parallèlement le CE informait la population que, toutes les données disponibles concernant la radio-activité du CERN, seraient accessibles sur le site INTERNET de l'Etat de Genève. Début 2005 aucune donnée ne figurait sur ce site.

ContrAtom poursuit ses démarches en particulier auprès de M. Robert CRAMER Conseiller d'Etat et obtint fin 2005, seulement, de pouvoir convenir d'un rendez-vous avec le nouveau délégué en matière de radio protection auprès du Cern le Prof. OSMAN RATIB, Médecin chef du service de médecine nucléaire du dpt. de radiologie et d'informatique médicale des HUG.

Le rendez-vous du 22 décembre 2005 permit aux représentants de ContrAtom de faire connaissance avec un interlocuteur ouvert et comprenant la démarche de l'association.

Le prof. RATIB n'ayant pas encore eu de contact avec le CERN la discussion porta essentiellement sur l'aspect général de la position du Cern par rapport, en particulier, à un contrôle de la radio-activité de l'ensemble du site par un organisme indépendant. Depuis plus de nouvelles, alors que le délégué a certainement rencontrés ses homologues du Cern!

Les dernières informations de cette année.

Juin 2007 reprise de contact avec le délégué cantonal et demande de rendez-vous. Le principe de cette entrevue est accepté.

La direction générale de la santé sera représentée par le directeur de la Direction générale de la santé.

Cette réunion est prévue pour le mois d'octobre 2007.

Ci-dessous la liste des sujets que nous souhaiterions aborder dans le cadre de cet entretien :

- 1) Résumé de la nature des contacts établis avec le CERN et ses représentants ainsi que la diffusion de l'information.
- 2) Dans quelle catégorie le site du CERN est-il classé par les autorités de surveillance Suisse et Française.
- 3) Quelles sont les relations entre la Confédération et le Canton de Genève concernant les contrôles de radioprotection au CERN et dans les environs.
- 4) Sur quel site Internet peut-on prendre connaissance des mesures de radioactivité du CERN.
- 5) Qui détermine et définit les modes de radioprotection et les normes admissibles pour les différentes catégories de personnel, y compris les employés des entreprises de sous-traitance.

6) Qui contrôle l'application de ces normes et comment.

7) Le démantèlement des installations du LEP a produit des quantités importantes de matériaux plus ou moins irradiés. Que sont-ils devenus ?

8) Mise en exploitation du LHC: La mise en service, à notre connaissance a été repoussée en mai 2008. Comme la presse s'en est fait l'écho dernièrement un état des lieux radiologique sera exécuté en France avant et après la mise en service des nouvelles installations. Quelle est la position de la direction du CERN au sujet de ces mesures ? Est-ce que les autorités cantonales et fédérales envisagent de faire de même ?

Voilà les dernières nouvelles de la saga du CERN. et des méandres de l'information relative à la radio-protection.

Si tout se passe comme prévu le prochain chapitre paraîtra dans le prochain numéro du journal.

G. Nibbio



UNE SOLUTION AUX PROBLÈMES DES DÉCHETS NUCLÉAIRE? MON OEIL!

C'est en 1965 que l'état allemand a acheté la mine de sel de Asse II située au centre de l'Allemagne entre Kassel et Göttingen pour en faire un dépôt définitif de déchets nucléaires. Dès 1967, les premiers fûts de déchets y sont déposés afin de tester le dépôt.

“ Tester “ est un mot usurpé car dès le début, il fut hors de question de les retirer. Pourquoi? “ Parce que nous avons ici le seul dépôt définitif du monde occidental qui fonctionne. Le sel est l'atout N°1 “ déclarait Egon Albrecht, chef de projet de l'époque. Depuis, des centaines de milliers de fûts ont été entreposés et recouverts de tonne de sel: 1293 fûts de moyenne radioactivité ont été déposés dans une seule caverne à 511 m. et 124 494 autres fûts de soi-disant faible radioactivité ont été répartis dans 12 autres cavernes entre 725 et 750 m. sous terre. Au cours de l'année 1978, plus de 30 000 tonneaux de déchets radioactifs provenant de tous les coins d'Allemagne y ont été déposés.



Il s'agissait de déchets issus de centrales et de centre de recherche nucléaire.

Et c'est là que l'histoire se gâte et qu'il y a comme un "hic", non dû à l'alcool mais... à l'eau! "L'infiltration d'eau peut avec sûreté être vraisemblablement considérée comme nulle" promettait avec assurance en 1972, Klaus von Dohnanyi, le secrétaire d'état au ministère de la science. Avec la même assurance, le Centre de recherche pour l'environnement et la santé (GFS) déclarait à son tour que cette installation "était totalement étanche"! Résultat de courses: 15 ans après ces affirmations, les employés découvraient en août 1988 une première infiltration d'eau! Inquiétant! Et lorsqu'on apprend qu'entre 1906 et 1964, 131 cavernes d'exploitation de sel avaient déjà été détruites en raison de la pression exercée par le poids de la roche et que le couvercle de la mine d'Asse II s'était déjà affaissé de 5 mètres, on commence vraiment à se faire du souci! Et il y a bien de quoi se faire du mouron ces derniers temps: l'eau est en train d'occuper le terrain! A 511 m. de profondeur, pas moins de 12 mètres cube d'eau en moyenne sont pompés et renvoyés quotidiennement! "Pour le moment, la situation est gérable, mais nous devons à tout moment nous attendre à la présence d'une quantité d'eau plus importante" déclare Günther Kappei, ingénieur actuel de la mine. Une inondation de la mine serait une catastrophe gravissime pour l'environnement: non seulement des déchets moyennement et faiblement radioactifs sont présents dans le dépôt mais on doit aussi compter avec 11 kilos de plutonium et 87 tonnes de thorium radioactif! Un tel cocktail propulsé dans la nature atteindrait rapidement les nappes phréatiques, avec quelles conséquences!! Une telle éventualité conduirait ipso facto à l'arrêt du dépôt mais également à un désastre pour l'industrie nucléaire allemande qui tablait sur cette expérience pour l'appliquer à Gorleben. Asse II était parait-il, un dépôt final modèle d'une sécurité extrême qui devait rester étanche pendant des millénaires! Eh bien, à l'heure qu'il est, on envisage de retirer les déchets de la mine! Cela va coûter des milliards d'euros ce qui engendre de violentes polémiques au sein du parlement allemand. Certains déclarent: "on ferme tout et l'affaire est close!" Autre solution proposée pour éviter la catastrophe: remplir complètement la mine de sel et boucher les cavernes avec une solution de chlorure de magnésium (ce qui risque d'abimer les tonneaux!), puis de construire une barrière de béton d'une trentaine de mètres d'épaisseur comme protection anti-radiation! Quelle que soit la solution choisie, il semble désormais établi que ce type de dépôt est d'ores et déjà condamné!

S'imaginer pouvoir contrôler des matières radioactives pendant des millénaires est une utopie à laquelle aucune personnes censée ne peut adhérer! Et si les nappes phréatiques venaient à être polluées radioactivement, ce qui risque bien d'arriver, quel sort serait réservé aux habitants des régions concernées?

Décidément, à la question: "les déchets nucléaire: qu'en faire?" il n'y a bien qu'une seule et unique réponse: Cessons d'en faire!

EOLIENNES : UNE INDUSTRIE DANS UNE CROISSANCE HALLUCI- NANTE!

On se souvient que, il y a quelques années, lorsque l'Etat britannique a voulu privatiser les centrales nucléaires, pas grand monde ne s'est présenté au portillon.

En effet, sans le soutien massif de l'Etat, l'énergie nucléaire est beaucoup trop chère, et ses risques beaucoup trop grands...

(Vous n'avez jamais remarqué sur votre police d'assurance-ménage une phrase qui dit que «sont exclus les dommages en cas d'accident nucléaire», pas fous les assureurs!). Pour être précis, une partie du nucléaire anglais a été privatisée, mais a été ensuite sauvée de la faillite par une intervention massive de l'Etat anglais...

On parle de morosité des marchés dans beaucoup de domaines, mais il en est un où on fait assurément «du pognon»: c'est dans les éoliennes. Un article du *Monde* (1) n'hésite pas à parler carrément d'une bulle spéculative! Même la très nucléaire Areva (France) allonge les millions pour racheter des entreprises éoliennes! Que cela soit pour se bâtir une image propre ou par réel souci de développer les renouvelables, le fait est que les prix flambent, et que les producteurs d'éoliennes ne passent plus pour des gentils babas...

Une bataille économique

« Impensable il y a cinq ans, la bataille entre le français Areva et l'indien Suzlon Energy pour le contrôle de REpower illustre la surenchère actuelle. De 850 millions d'euros fin janvier, le prix du fabricant allemand d'éoliennes pourrait atteindre 1,3 milliard d'euros si Suzlon renchérisait sur la dernière offre du groupe nucléaire valorisant déjà REpower à 1,13 milliard (2) .

En 2004, Areva n'a pas été autorisée à acquérir le danois Bonus pour 350 millions d'Euros.... Trois ans plus tard, Bonus (racheté par l'Allemand Siemens) vaut...

2 milliards d'Euros!!!

L'actionnaire de 30% des actions de Repower, les avait acheté pour 32 Euros et va les revendre 140 Euros... Un spécialiste boursier (Didier Laurens) précise qu'il ne s'agit pas d'une bulle car il y a la perspective de bénéfices très importants... D'ailleurs en Allemagne on commence à craindre une pénurie d'ingénieurs spécialisés dans les renouvelables, il devient urgent de développer la formation...

Tous en route

Tous les groupes énergétiques s'y mettent. Le titre de Théolia (éoliennes) a gagné 140 % en un an. L'action d'EDF Energies nouvelles est passée en quatre mois de 28 à 42 euros.

Pour les fabricants, les carnets de commandes sont pleins pour des années. «Les investisseurs institutionnels libéreront des tsunamis d'argent dans la nouvelle énergie». Notamment les assureurs, de plus en plus inquiets des conséquences sur leurs résultats des catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique.» (1)

Vous remarquerez que dans un monde dirigé par l'appât du gain, les interventions des assureurs sont pleines de signification... Ils fuient le nucléaire (faillite assurée pour eux en cas d'accident) et courent vers les renouvelables....

Des innovations

Un article du Figaro (3) détaille les nombreuses innovations dans le domaine des éoliennes :

éoliennes rabattables pour les îles cycloniques (elle se rabattent automatiquement 24 heures avant l'arrivée des grands vents. Cela facilite également la maintenance.

entre 1990 et 2003, la puissance des éoliennes de la marque Vergnet a été multipliée par 55...

dans le même temps, mais dans un mouvement complémentaire, il y a de plus en plus de possibilités de petites éoliennes à installer dans son jardin!

on utilise les éoliennes aussi pour des pompes à eau, en Afrique, et bientôt pour des usines de dessalement de l'eau de mer on parle de nouvelles éoliennes ressemblant en quelque sorte à des réacteurs d'avion et fonctionnant même par grands vents (alors que les éoliennes normales doivent être mises à l'arrêt)

« cerfs-volants » : une société italienne a mis au point un nouveau concept, qui permettrait de produire autant d'énergie qu'une tranche de centrale nucléaire. Le Kite

Wind Generator part du principe que les vents en altitude sont plus puissants et plus réguliers que ceux qui sont proches du sol. Le principe est simple : un manège porte des bras pivotants sur lesquels sont accrochés de très grands câbles reliés à des sortes de cerfs-volants très légers, en fibre de carbone, qui montent jusqu'à mille mètres. En tournant, le tout permet de produire jusqu'à 1 GW, contre 2 ou 3 MW pour une éolienne classique. De quoi faire tomber les coûts de production entre 6 et 12 euros par mégawatt, soit de cinq à dix fois moins que ceux du gaz ou du pétrole et quinze fois moins que les éoliennes classiques (...). Pour l'instant au stade de prototype, le produit doit encore faire ses preuves. (3)

éolienne urbaine : on envisage des éoliennes à axe vertical (et non horizontal comme l'éolienne traditionnelle à pales) pour installation sur le toit des immeubles! «Le produit peut fonctionner sous tous types de vents, même violents, jusqu'à 45 mètres par seconde, explique son inventeur, Georges Gual. Dès que sa technologie sera au point un premier exemplaire sera installé dans une ville bretonne, puis sans doute sur des immeubles à Paris.

bientôt un cargo de 10 000 tonnes de la compagnie allemande Beluga Shipping sera doté d'une grande aile de 160 m². Un cerf-volant qui « devrait permettre de réduire de 10 à 15 % la consommation de carburant du navire sur une année», explique Stephan Wrage, directeur et fondateur de la société SkySails, installée à Hambourg.

... Bref!

Tout va très vite... Malgré les déclarations très pro-nucléaires de ces fous qui nous dirigent (par exemple Sarkozy, Bush, Ahmadinejad...) plus personne ne peut se permettre de négliger les énergies renouvelables. Il y a beaucoup d'argent à faire dans ce domaine, et ça c'est un argument que le monde qui nous entoure est en train de découvrir...

Philippe Gobet

« Les valorisations boursières de l'énergie éolienne font craindre une bulle spéculative »

Le Monde 23 mars 07 / Le Monde, 16 mars 07 Le Figaro, 19 mai 07



ECHO DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 20 JUIN 2007

Une vingtaine de ContrAtomistes ont pris part à la traditionnelle assemblée générale de notre association qui s'est tenue à la salle Castafiore, rue de Montbrillant.

Au cours de la soirée, le rapport d'activités présenté aux participants a permis de revenir sur les différents événements qui ont marqué l'exercice 2006 / 2007. En voici les grandes lignes.

Campagne pour
l'affichage libre



Juin 2006 - mars 2007

ContrAtom soutient activement toutes les démarches découlant du lancement du référendum combattant la modification de la loi sur les procédés de réclame votée par le Grand Conseil en date du 8 juin 2006. Pour mémoire, rappelons que cette loi permet d'amender de 100Fr.s à 60.000Fr.s les annonceurs d'événements (associatifs et commerciaux) lors d'affichage «libre» (même au scotch!) A nos yeux, cette loi restrictive est

inadmissible car elle entrave gravement la pratique d'une démocratie participative. **Comment annoncer dorénavant nos manifs au public?**

Le 31 juillet,

Remise de 8.500 signatures à l'autorité compétente. ContrAtom, qui fait partie du comité référendaire, avait promis 200 signatures ; nous en avons recueilli 1064, la moitié grâce à l'envoi personnalisé adressé à nos membres, l'autre moitié grâce à la ténacité de quelques contrAtomistes déterminées qui ont fait le siège des festivals de l'été.

Hélas, hélas, le 11 mars malgré tous les efforts déployés :

- Défilé en fanfare avec le berceau de la résistance,
- Clip Internet sur l'air de «La Mère Michel» qui a perdu son chat et qui décide d'afficher un avis de recherche (Rémy Pagani en Lustucru et Anne-Cécile en Mère Michel !)
- Campagne d'affichage tout azimut,

La votation populaire donne la loi gagnante !

Nous allons dès lors surveiller de très près que les emplacements prévus par cette loi soient réellement mis en place. De plus, nous contesterons les amendes avec virulence !

Dénonciation de
l'accord OMS / AIEA

La saga qui nous oppose à l'OMS ne date pas d'hier puisque les premières mobilisations de rue remontent à 2001 ! Il s'agit encore et toujours de porter à la connaissance de l'opinion publique les liens contre nature qui unissent l'OMS à l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) et de les dénoncer sans relâche.

9 novembre 2006

Rassemblement devant l'ONU (lieu de réunion de l'Assemblée mondiale de la santé) **à l'occasion de l'élection de la nouvelle directrice de l'OMS** (il s'agit d'une personnalité

chinoise, Madame Chan). A cette occasion, une lettre ouverte adressée aux instances de l'OMS est lue et transmise par voie informatique aux journalistes à l'intérieur de l'ONU.

26 avril 2007

Nouveau rassemblement devant l'ONU puis montée jusqu'à l'OMS à l'occasion de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl cette fois-ci, la protestation prend une dimension internationale avec la constitution du « collectif OMS indépendante » qui lance l'idée suivante : Mise en place d'une permanence d'une à deux personnes devant l'établissement de l'OMS, à Genève, chaque jour ouvrable de 08 h. à 18 h., porteuses de pancartes demandant l'amendement de l'accord OMS / AIEA. **Ce 26 avril 2007, la permanence des «vigies» prend ses quartiers devant l'OMS.** Au soir de cette mémorable journée, le film de W. Tchertkoff «Controverses nucléaires» est projeté à l'UOG, suivi d'un débat avec le réalisateur.

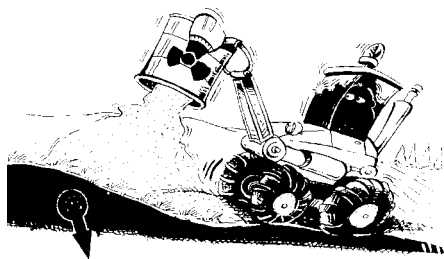


6 mai 2007

Envoi à P. Couchepin, ministre suisse de la santé (copie à la directrice de l'OMS) des 400 premières signatures reçues par ContrAtom, appuyant la pétition internationale pour l'amendement de l'accord OMS / AIEA.

Pascal Couchepin nous répond le 6 juin par une missive dans laquelle il reconnaît que le rapporteur de l'OMS a donné une image embellie de l'accident de Tchernobyl dans son rapport de 2006. Il conclut cependant que la Suisse n'a pas l'intention, pour le moment, de demander la révision de l'accord OMS / AIEA.

Déchets nucléaires



Le 22 janvier 2007

ContrAtom participe à une séance d'information organisée par le DETEC (Département Fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) à Lausanne dans le cadre de la procédure de consultation du Conseil Fédéral concernant le projet d'enfouissement des déchets radioactifs. La contestation est dans la salle, les émissaires chargés de nous convaincre que le problème des déchets nucléaires est résolu sont dans leurs petits souliers.

21 février 2007

Envoi personnalisé aux ContrAtomistes de la carte postale «pseudo-solution pour déchets radioactifs, Non merci!» qu'ils vont adresser au Conseil Fédéral en réponse à sa consultation bidon sur le sujet.

17 avril 2007

Invitée par «Sortir du Nucléaire» (Vaud), ContrAtom file à Lausanne pour participer à l'action « Non à l'enfouissement des déchets radioactifs ». Des centaines de boîtes de conserve transformées en fûts de déchets radioactifs sont disposées en pyramides afin de former le mot NON sur les escaliers du Palais Rumine; s'en suit une conférence de presse.



CONTRATOM

Et encore, en vrac

4 août 2006

ContrAtom participe, sous une pluie battante, au traditionnel **rassemblement de commémoration de la destruction d'Hiroshima** sur la Place des Nations organisé par le Bureau International de la Paix, en présence de quelques personnalités japonaises.

23 avril 2007

ContrAtom est présente au Collège de Saussure.

Dans le cadre d'une journée de sensibilisation sur l'environnement et le développement durable. En nous rendant sur le terrain à la rencontre des jeunes, nous avons réellement pris conscience qu'un immense effort d'information est à réaliser auprès de la jeune génération qui ignore tout ou presque des problématiques qu'engendre la technologie nucléaire.

17 mars 2007

Belle participation de ContrAtom à la manif contre l'EPR à Lyon.

Chansons, slogans, panneaux jaunes font, comme à l'accoutumée, leur petit effet !

1^{er} mai 2007

Tentative d'organiser un **tronçon anti-nucléaire au cortège du 1^{er} mai.**

Le tronçon se résume à quelques personnes. Peu nombreux mais forts en voix et en couleur (jaune !), les ContrAtomistes sont bien présents.

Eh oui, on est peu nombreux mais on a bel et bien fait tout ça !

Le lobby nucléaire est partout ? Nous aussi !

Vive ContrAtom !

Anne Cécile



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence
 Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 25.- Fr.s les 6 premiers numéros.
 Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.

Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8 en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève

